

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail – Progrès

MINISTRE DES FINANCES

**DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE
ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE**

DPBEP 2020-2022

Juin 2019

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	6
INTRODUCTION	7
1. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE 2016-2018	9
1.1. SECTEUR REEL	9
1.2. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	11
1.3. BALANCE DES PAIEMENTS	11
1.4. SECTEUR MONETAIRE	11
1.5. PRINCIPAUX INDICATEURS DE CONVERGENCE	12
2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERES NATIONALES EN 2019	12
3. RESULTATS DU CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE 2020-2022	15
3.1. CADRAGE MACROECONOMIQUE	15
3.2. HYPOTHESES DE PROJECTION	15
3.3. RESULTATS ATTENDUS	16
3.3.1. <i>Croissance économique et inflation</i>	16
3.3.2. <i>Finances publiques</i>	17
3.3.3. <i>Secteur extérieur</i>	19
3.3.4. <i>Secteur monétaire</i>	19
3.3.5. <i>Critères de convergence</i>	19
3.4. AGREGATS BUDGETAIRES SELON LE SCENARIO DE BASE	20
3.4.1. <i>L'épargne budgétaire</i>	20
3.4.2. <i>Le déficit budgétaire global</i>	20
3.5. STRATEGIE ET PERSPECTIVES DE L'ENDETTEMENT PUBLIC 2020-2022	20
3.5.1. <i>Stratégie d'endettement à moyen terme</i>	20
3.5.2. <i>Perspectives de l'endettement public à moyen terme</i>	21
3.6. DETERMINATION DES ENVELOPPES SECTORIELLES	22
3.6.1. <i>Projection des ressources du du budget général de l'Etat</i>	22
3.6.2. <i>Projection des dépenses</i>	25
3.7. OBJECTIFS EN MATIERE DE FINANCES PUBLIQUES	27
3.8. OPERATIONS FINANCIERES DES DEMEMBREMENTS DE L'ETAT	28

TABLE DES MATIERES

3.8.1. <i>Au niveau des Collectivités territoriales</i>	28
3.8.2. <i>Au niveau des Etablissements Publics de l'Etat</i>	28
3.8.3. <i>Concernant les Organismes de protection sociale</i>	29
4. RISQUES SUR LES FINANCES PUBLIQUES	30
CONCLUSION	32

Sigles et Abréviations

AVD : analyse de la viabilité de la dette

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

DOB : Débat d'Orientation Budgétaire

DPBEP : Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle

DPG : Déclaration de Politique Générale

FMI : Fonds Monétaire International

I3N : Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens

IDA : Association Internationale de Développement

IRVM : Impôts sur le Revenu de la Valeur Mobilière

ITS : Impôts sur les Traitements et Salaires

MF : Ministère des Finances

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PDES : Plan de Développement Économique et Social

PIB : Produits Intérieur Brut

RSE : Redevance Statistique à l'Exportation

SOMINA : Société des Mines d'Azélik

SONIDEP : Société Nigérienne des Produits Pétroliers

SORAZ : Société de Raffinage de Zinder

SP/CISPEE/NAB : Secrétariat Permanent du Comité Interministériel de Suivi de la Politique d'Endettement de l'État et de Négociation des Appuis Budgétaires

TIPP : Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Pétroliers

TSR : Taxe Spéciale sur la Réexportation

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2018.....	10
Tableau 2 : Evolution des critères de convergence de 2016-2018	12
Tableau 3 : Taux de croissance réel du PIB et contribution des secteurs économiques	13
Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'État 2020-2022 (en milliards de F CFA).....	17
Tableau 5 : L'évolution des indicateurs de viabilité de la dette extérieure 2018-2022	22
Tableau 6 : Évolution des prévisions des ressources du budget général de l'État sur la période 2019-2022 (en milliards de F CFA, hors exonérations)	23
Tableau 7 : Projection des ressources internes sur la période 2019-2022(en milliards de F CFA, hors exonérations).....	24
Tableau 8 : Les projections des ressources extérieures 2019-2022 (en milliards de F CFA).....	25
Tableau 9 : Prévisions des budgets 2020, 2021 et 2022 en F CFA (y compris les exonérations)	26
Tableau 10 : Situation financière des collectivités de 2014 à 2017.....	28
Tableau 11 : Évolution de la situation financière des EPA sur la période 2015-2018 (en milliards de FCFA) ...	29

Liste des Figures

Figure 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2018	10
Figure 2 : Taux de croissance réel du PIB et contribution des secteurs économiques	13
Figure 3 : Composition du portefeuille de la dette extérieure	21
Figure 4 : Composition du portefeuille de la dette intérieure	21
Figure 5 : Produits et charges de la CNSS de 2013 à 2016.....	30

INTRODUCTION

Le Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) est élaboré en application des dispositions de la Loi organique n°2012-09 du 26 mars 2012 relative aux lois de finances. C'est un outil de cadrage macroéconomique, budgétaire et financier qui couvre une période de trois ans. Sur la base des principales hypothèses macroéconomiques, il vise à projeter, d'une part les perspectives de mobilisation des ressources sur une période triennale et, d'autre part, à affecter ces ressources aux ministères et Institutions pour la mise en œuvre des programmes budgétaires.

Le DPBEP constitue également un instrument d'encadrement de la préparation du budget annuel pour permettre une utilisation optimale des ressources conformément aux priorités du Gouvernement.

C'est dans ce cadre que le DPBEP 2020-2022 est élaboré en tenant compte des aspirations du Programme de Renaissance Acte II, de la situation de la mise en œuvre du PDES 2017-2021 et du Programme Économique et Financier (2017-2020). Il tient également compte de l'environnement international et régional ainsi que des contraintes sécuritaire, climatique et économique du pays.

Ainsi, en conformité avec la Loi organique n°2012-09 du 26 mars 2012 relative aux lois de finances, les orientations budgétaires retenues par le Gouvernement dans le cadre du projet de Loi de finances 2020 feront l'objet d'un débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée Nationale. Ce débat participe du renforcement des pouvoirs de contrôle de l'institution parlementaire afin d'améliorer l'information de cette dernière sur l'évolution des finances publiques à moyen terme.

A cette occasion, le Gouvernement présentera le DPBEP 2020-2022 et la cartographie des programmes issus des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) élaborés par les Ministères et les Institutions.

Ces documents offrent aux parlementaires une première estimation de l'évolution de la situation budgétaire en amont de la discussion sur le projet de loi de finances de l'année 2020.

Ainsi, le DPBEP décrit l'évolution de la conjoncture économique et financière nationale et internationale pour la période 2016-2018 ainsi que les perspectives pour les années 2020 à 2022.

Il présente successivement :

- ✓ l'évolution de la situation économique et financière récente ;
- ✓ les perspectives économique et financière pour l'année 2019 ;
- ✓ les résultats du cadrage macroéconomique et budgétaire 2020-2022 ;
- ✓ les risques potentiels sur les finances publiques et les mesures d'atténuation.

1. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE 2016-2018

Cette partie analyse l'évolution de la situation économique et financière sur la période 2016-2018.

1.1. Secteur réel

L'activité économique sur la période 2016-2018 a été marquée au **plan international** par une accélération de la croissance sur les deux années précédentes. Cette croissance de l'économie mondiale s'est affichée à 3,6% en 2018 contre 4% en 2017, en lien avec l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le durcissement de la politique du crédit en Chine et le resserrement des conditions financières dans les pays avancés.

Au plan régional, en Afrique subsaharienne, le rythme de croissance est resté stable à 3% en 2017 et en 2018. *Au Nigeria*, la croissance s'est accélérée en 2018 à 1,9% après 0,8% en 2017. Cette accélération de l'économie nigériane est largement impulsée par la production du pétrole, qui est remontée à 2,03 millions de barils par jour et qui profite d'une accalmie dans les attaques frappant les installations pétrolières dans le delta du Niger.

Dans les pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a été dynamique depuis le début de l'année 2018. Le taux de croissance économique de l'Union est ressorti à 6,8% en 2018 contre 6,6% en 2017, porté essentiellement par la vigueur de la demande intérieure.

Le taux d'inflation en 2018 est resté modéré dans la plupart des pays, suite à la disponibilité des produits de base.

Au niveau national, la situation économique récente est marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2017-2021 et celle du Programme Économique et Financier 2017-2020, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

Le taux de croissance réel en 2018 est estimé à 6,5% contre 4,9% en 2017 et en 2016. Cette accélération de la croissance est imputable à celle de l'activité des secteurs primaire et tertiaire.

Plus précisément, le secteur primaire a enregistré une hausse de 7,4% en 2018, et un accroissement annuel moyen de 8,0% sur la période 2016-2018. Ce secteur a été porté par

les performances de la branche agriculture qui s'est accrue de 11,9% en moyenne par an, en rapport avec une pluviométrie plus favorable et des effets induits des programmes de l'Initiative 3N.

Quant au secteur tertiaire, il a augmenté de 6,6% en 2018, ce qui fait ressortir sa croissance moyenne à 4,6% sur la période 2016-2018. Le dynamisme de ce secteur provient de la bonne tenue des branches administration publique, commerce et communication.

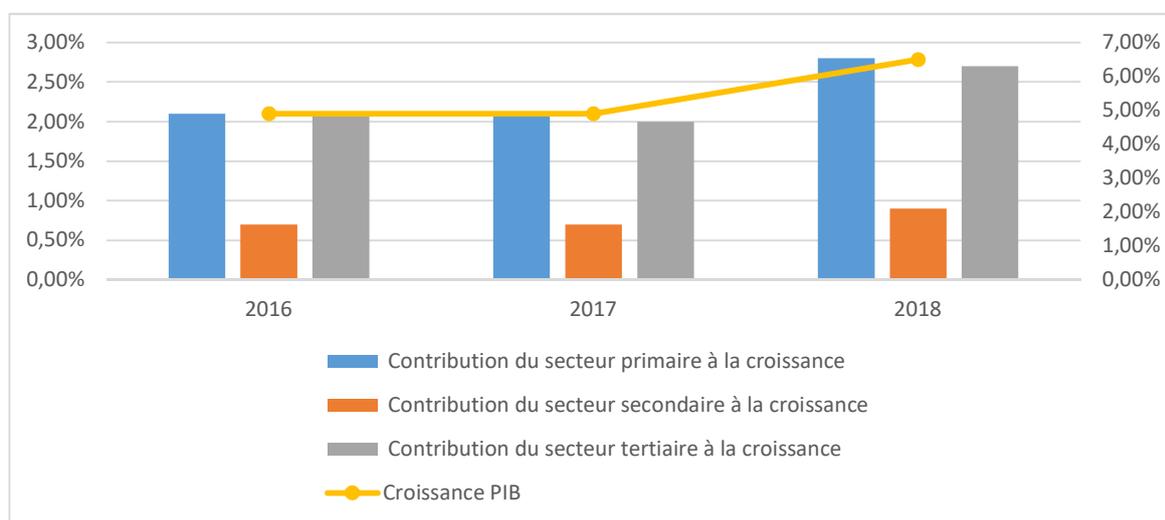
Du côté de la demande, la croissance économique continue d'être soutenue par la consommation finale et les investissements qui enregistreraient respectivement des taux de croissance moyens de 4,5% et 1,2% sur la période 2016-2018.

S'agissant du niveau général des prix, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 2,7% en 2018 contre 2,4% en 2017.

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2018

Années	2016	2017	2018
Croissance PIB	4,9%	4,9%	6,5%
Contribution du secteur primaire à la croissance	2,1%	2,1%	2,8%
contribution du secteur secondaire à la croissance	0,7%	0,7%	0,9%
contribution du secteur tertiaire à la croissance	2,1%	2,0%	2,7%

Figure 1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2016-2018



1.2. Finances publiques et dette publique

S'agissant des finances publiques et de la dette, la situation est caractérisée par un accroissement des recettes dons compris de 26,7%, en liaison avec l'augmentation à la fois des recettes fiscales (27,1%) et des dons (34,5%).

Les dépenses totales et les prêts nets ont enregistré une augmentation de 18,8%, imputable principalement à la hausse des dépenses en capital de 15,4%.

En somme, le déficit global hors dons et le déficit global dons compris se sont améliorés, pour représenter respectivement 12,2% et 4,1% du PIB.

Pour ce qui est de la dette publique, son encours se situe à 48,1% du PIB en 2018 contre 47,3% du PIB en 2017.

1.3. Balance des paiements

En ce qui concerne les échanges extérieurs, ils se sont traduits par une détérioration du solde global de 113,5 milliards, résultant du déficit du solde des transactions courantes. En effet, le déficit de la balance commerciale s'est accru de 38,6% pour s'établir à 601,9 milliards en 2018 contre 434,2 milliards en 2017, en raison d'une baisse des exportations et d'un accroissement des importations, notamment celle des biens d'équipement. En moyenne, sur la période 2016-2018, le déficit du compte des transactions courantes représente 16,4% du PIB.

1.4. Secteur monétaire

L'évolution de la situation monétaire à fin 2018 quant à elle est caractérisée par une contraction des actifs extérieurs nets et de la masse monétaire, ainsi qu'une expansion des créances intérieures.

Les actifs extérieurs nets se sont contractés de 113,58 milliards par rapport à décembre 2017. Cette contraction provient à la fois de celle des actifs extérieurs nets de la BCEAO et des banques.

L'encours des crédits intérieurs s'est accru de 11,4% en variation annuelle en 2018 pour ressortir à 21,8% du PIB. L'encours des crédits à l'économie représente 16,4% du PIB et les créances nettes sur l'administration 5,8% du PIB.

En ligne avec ses contreparties, la masse monétaire représente 21,8% du PIB en 2018.

1.5. Principaux indicateurs de convergence

Le Niger a respecté 3 des 5 critères de convergence au sein de l'UEMOA, à savoir le taux d'inflation, le ratio masse salariale en pourcentage des recettes fiscales et le taux d'endettement. Les critères non respectés concernent le solde budgétaire, dons compris, en pourcentage du PIB (-4,1%) et le taux de pression fiscale (15,2%).

Tableau 2 : Evolution des critères de convergence de 2016-2018

Critères de convergence de la zone UEMOA		Années			Statut
	Normes communautaires	2016	2017	2018	
Critères de premier (1er) rang:					
Ratio du solde budgétaire global avec dons (en % du PIB)	$\geq -3\%$	-6,1%	-5,7%	-4,1%	<i>Non</i>
Taux d'inflation en moyenne annuelle (variation en moyenne annuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation base 2014)	$\leq 3\%$	0,2%	2,4%	2,7%	<i>Oui</i>
Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure / PIB	$\leq 70\%$	45,4%	49,2%	47,8%	<i>Oui</i>
Critères de second (2nd) rang:					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	$\leq 35\%$	43,7%	43,5%	34,7%	<i>Oui</i>
Taux de pression fiscale (= Recettes fiscales / PIB)	$\geq 20\%$	13,6%	13,1%	15,2%	<i>Non</i>

Source : Comité chargé du cadrage macroéconomique, avril 2019

2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES NATIONALES EN 2019

Les perspectives économiques en 2019 restent favorables et sont sous-tendues par la mise en œuvre d'importants projets dans le domaine pétrolier, de la construction des infrastructures économiques (barrage hydro-agricole de Kandadji, infrastructures liées au Sommet de l'Union Africaine, routes, notamment) et dans le secteur agricole avec la réalisation des investissements structurants dans le cadre de l'Initiative 3N et du Millenium Challenge Corporation (MCC).

Les prévisions de croissance du PIB réel en 2019 tablent sur un taux de 6,3%, imputable essentiellement à la bonne performance du secteur secondaire, notamment de la branche manufacture avec le démarrage de la production nationale du ciment par la Malbaza Cement Company (MCC SA) et de la poursuite des grands travaux d'infrastructures entrant dans le cadre du sommet de l'Union Africaine.

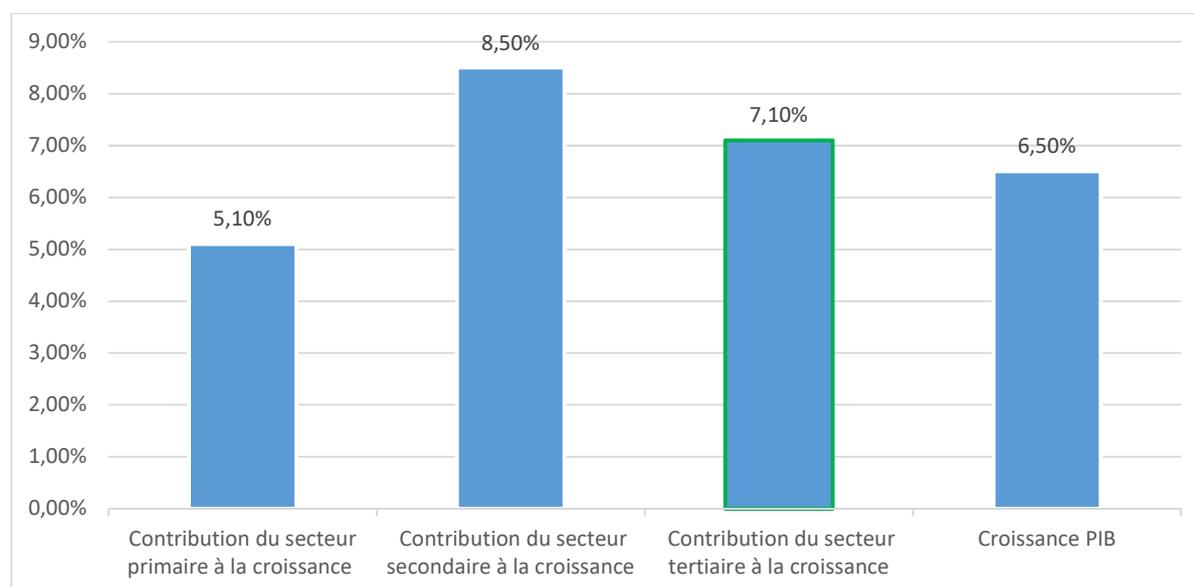
Le secteur primaire enregistrerait une croissance de 5,1% et les secteurs secondaire et tertiaire connaîtraient une hausse respectivement de 8,5% et 7,1%.

L'inflation mesurée par l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC), se situerait en dessous de la norme communautaire de 3% en 2019.

Tableau 3 : Taux de croissance réel du PIB et contribution des secteurs économiques

Année	2019
Contribution du secteur primaire à la croissance	5,10%
Contribution du secteur secondaire à la croissance	8,50%
Contribution du secteur tertiaire à la croissance	7,1%
Croissance PIB	6,50%

Figure 2 : Taux de croissance réel du PIB et contribution des secteurs économiques



S'agissant des Finances publiques, les recettes budgétaires totales progresseraient de 3,7%, pour ressortir à 893,37 milliards, soit 15,80% du PIB. Cette évolution serait essentiellement liée aux recettes fiscales, grâce aux effets induits de la conjoncture économique et de la mise en œuvre des réformes au niveau des régions.

Les dépenses totales afficheraient une hausse de 6,9% par rapport aux réalisations de 2018. Cette évolution résulterait d'une augmentation de 6,4% des dépenses courantes, qui représenteraient 13,5% du PIB, et celle de 7,3% des dépenses en capital, qui atteindraient 15,4% du PIB.

Sur la base de ces évolutions, le niveau du déficit budgétaire global ressortirait à 4,1% du PIB en 2019.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, la situation serait caractérisée par une dégradation du déficit courant et un excédent du compte d'opérations financières. La balance des transactions courantes s'établirait à -22,8% du PIB en 2019 contre -20,9% en 2018, en rapport avec l'accroissement des importations de biens d'équipement.

Le compte financier se conforterait de 41,5% pour se situer à 669,9 milliards, soit 11,9% du PIB. Cette hausse s'expliquerait par la progression des Investissements Directs Etrangers (IDE), des investissements de portefeuille et des emprunts publics. En effet, les IDE seraient tirés par le début des travaux de construction du pipeline pour l'exportation du brut ainsi que des autres investissements privés, notamment dans les domaines aéroportuaires et hôteliers.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 130,8 milliards en 2019, après le déficit de 113,5 milliards de 2018.

Pour la Situation monétaire, en 2019, les actifs extérieurs nets se replieraient de 40,4%. Les crédits intérieurs progresseraient de 9,5% pour représenter 21,9% du PIB, dont 16,4% du PIB de crédits à l'économie. La masse monétaire progresserait de 7,6% pour s'établir à 21,6% du PIB.

S'agissant de la dette publique, les efforts se poursuivront pour sa gestion prudente à travers notamment l'amélioration du cadre institutionnel. L'encours de la dette publique resterait dans le cadre des limites fixées concernant les critères de convergence de l'UEMOA.

3. RESULTATS DU CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE 2020-2022

3.1. Cadrage macroéconomique

Conformément au décret 2017-429/PRN/MF du 24 mai 2017 déterminant le processus de préparation annuelle du Budget de l'État, le cadrage macroéconomique et budgétaire 2020-2022 est élaboré en trois (03) scénarii :

- le scénario de base ou scenario de référence ;
- le scénario volontariste ou optimiste ;
- le scénario bas ou pessimiste.

Pour le cadrage macroéconomique et budgétaire de la loi de finances 2020, le scénario de référence a été retenu pour servir de base aux projections. Ce scénario tient compte des objectifs macroéconomiques visés sur la période 2020-2022 et des orientations de politique déclinées dans le Programme de Renaissance Acte II. Il prend également en compte la forte probabilité de réalisation d'un certain nombre de projets structurants au cours des trois (03) prochaines années.

3.2. Hypothèses de projection

Les principales hypothèses du scénario de référence ressortent comme suit :

Au niveau international, les hypothèses¹ portent sur :

- une croissance économique mondiale de 3,6% en 2020 avec une moyenne de 3,6% sur la période 2021- 2022 ;
- un cours moyen du pétrole brut autour de 57,4 USD par baril sur la période de projection ;
- un cours moyen de l'uranium qui s'établirait à 33,3 USD par livre ;
- un taux de change USD/FCFA moyen de 540,6.

¹ Tirées des Perspectives Economiques Mondiales publiées par le FMI en avril 2019.

Au niveau régional, l'activité économique se déroulerait dans un contexte marqué par la consolidation de la croissance économique notamment au Nigeria. L'intégration économique connaîtrait une avancée majeure grâce à la concrétisation de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF). Sur le plan sécuritaire, la situation s'améliorerait grâce aux actions coordonnées des Etats à travers les différentes forces multinationales engagées dans la lutte contre le terrorisme, notamment celles du G5-SAHEL.

Sur le plan national, l'activité économique serait marquée par :

- le raffermissement de la stabilité sociopolitique et de la situation sécuritaire ;
- l'accélération de la mise en œuvre du PDES 2017-2021 ;
- la construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut à partir de l'année 2022;
- la construction du pipeline interne ;
- la construction de la tour du pétrole ;
- la construction de l'hôpital de référence de Tahoua ;
- la construction de l'immeuble des finances ;
- la construction de la cimenterie de Garadawa;
- la poursuite de la mise en œuvre des investissements de l'Initiative 3N et du Programme du Millenium Challenge Corporation (MCC) ainsi que les travaux du barrage de Kandadji;
- la consolidation des réformes économiques et financières.

3.3. Résultats attendus

Les résultats attendus se présenteraient comme suit :

3.3.1. Croissance économique et inflation

La croissance économique globale s'établirait à 6,0% en 2020, 5,6% en 2021 et 11,9% en 2022, soit une moyenne de 7,8% sur la période. Cette évolution serait tirée principalement par les secteurs secondaire (+13,9%), tertiaire (+6,1%) et primaire (+5,9%).

L'inflation serait maintenue, en moyenne annuelle à 2,3%, en dessous de la limite maximum de 3,0% fixée par l'UEMOA.

3.3.2. Finances publiques

Les recettes fiscales connaîtraient une hausse de 16,2% en 2020. Il en résulterait une amélioration du taux de pression fiscale qui passerait de 15,9% en 2020, à 16,3% en 2021 pour atteindre 17,5% en 2022.

De façon détaillée, les différentes catégories de recettes évolueraient comme suit :

Les taxes sur le commerce extérieur progresseraient de 17% en 2020, 12,2% en 2021 et 18,9% en 2022. En moyenne, sur la période 2020-2022, les taxes sur le commerce extérieur s'accroîtraient de 16%.

Les impôts sur biens et services connaîtraient une hausse de 13,5% en 2020, 10,1% en 2021 et 23,5% en 2022.

Les impôts sur le revenu, le patrimoine, les bénéfices et gains en capital progresseraient de 20,3% en 2020, de 9,3% en 2021 et de 25% en 2022. Sur la période 2020-2022, ils augmenteraient, en moyenne de 18,2%.

Les autres recettes fiscales sont composées des prélèvements pour compte des collectivités et des organes communautaires, ainsi que des recettes portuaires. Ces recettes augmenteraient de 13,2% en moyenne par an sur la période de projection, du fait principalement des droits d'enregistrement.

Les dépenses publiques augmenteraient de 5,8% en 2020. Elles progresseraient à un rythme annuel moyen de 9,5% sur la période 2020-2022.

Quant au déficit global, il ressortirait à 645,3 milliards en 2020 et en moyenne à 667,1 milliards sur la période 2020-2022. En incluant les dons, le déficit se situerait à 174,4 milliards en 2020, à 180,1 milliards en 2021 et à 178,4 milliards en 2022.

Le tableau ci-après présente la situation des finances publiques sur la période 2020-2022.

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'État 2020-2022 (en milliards de F CFA)

	2019	2020	2021	2022
Recettes totales (TOFE)	889,8	1039,2	1150,5	1399,8
Recettes fiscales	834,0	969,3	1074,5	1305,0
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	206,1	247,9	271,0	338,7
Impôts sur les biens et services	323,8	367,6	404,7	499,9
Taxes sur commerce extérieur	244,4	286,1	320,9	379,9
Autres Recettes fiscales	59,7	67,8	77,9	86,5

Recettes fiscales pour compte des tiers	24,7	26,6	28,7	32,6
Recettes non fiscales	39,0	50,8	55,0	68,8
Dépenses totales	1592,8	1684,4	1819,8	2086,5
Dépenses courantes	756,6	799,9	856,8	971,3
Dépenses courantes budgétaires	731,1	774,3	829,3	942,3
Traitements et salaires	284,7	296,7	314,5	350,6
Matériels et fournitures	130,1	146,2	163,5	191,7
Subventions et transferts	241,9	256,9	275,1	322,6
Intérêts exigibles	74,4	74,5	76,1	77,4
Dette extérieure	32,7	33,9	36,5	38,5
Dette intérieure	41,6	40,6	39,7	38,9
Budgets annexes/comptes spéciaux	25,6	25,6	27,5	29,0
Dépenses en capital et prêts nets	836,2	884,5	963,0	1115,1
Dépenses d'équipement	836,2	884,5	963,0	1115,1
Sur ressources budgétaires	291,0	318,1	374,5	503,6
Sur ressources extérieures	545,2	566,5	588,6	611,5
Solde global (base engagement) hors dons	-703,0	-645,3	-669,3	-686,7
Solde global (base engagement)dons compris	-249,8	-174,4	-180,1	-178,4
Financement	703,0	645,2	669,2	686,8
Financement extérieur	647,6	667,7	690,3	716,2
Dons	453,2	470,9	489,2	508,3
Appui budgétaire (Aide budg.+aut.fonds conc.)	118,5	123,1	127,9	132,9
Dons projets	334,7	347,8	361,3	375,4
Prêts	252,1	261,9	272,1	282,8
Budgétaires	41,6	43,2	44,9	46,7
Projets	210,5	218,7	227,2	236,1
Amortissement exigible	-57,7	-65,1	-71,0	-74,9
Financement intérieur	55,4	-22,5	-21,1	-29,5
Secteur bancaire	36,5	-28,0	-29,7	-8,1

Secteur non bancaire	18,9	5,5	8,6	-21,3
Gap à financer (projection) / Ajustement (passé)	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Comité Cadrage

3.3.3. Secteur extérieur

Le déficit de la balance commerciale se réduirait nettement, en passant de 925,4 milliards en 2020 à 789,0 milliards en 2021 et 326,6 milliards en 2022, en lien avec une augmentation des exportations plus élevée que celle des importations.

La forte augmentation des exportations serait particulièrement liée au début des exportations du pétrole brut en 2022. Pour ce qui est des importations, leur évolution s'expliquerait par les achats de biens d'équipements en rapport avec l'exécution des grands projets d'investissements.

Le solde du compte de capital s'établirait en moyenne à 464,3 milliards, passant de 473,9 milliards en 2020 à 459,9 milliards en 2022. Cette hausse serait essentiellement liée à la bonne performance attendue dans la mobilisation des dons projets.

S'agissant du solde du compte financier, il se replierait de 836,7 milliards en 2020 à 768,5 milliards en 2021, puis à 728,2 milliards 2022, tiré par la réduction du solde des IDE induite par la récupération des coûts pétroliers et l'achèvement de certains projets d'investissements privés.

Le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 47 milliards de FCFA en 2020 et de 38,4 milliards en 2021, avant de redevenir positif avec un excédent de 112,0 milliards en 2022.

3.3.4. Secteur monétaire

La masse monétaire poursuivrait sa progression pour s'établir à 21,2% du PIB en 2020 et en moyenne à 21,6% du PIB entre 2020 à 2022. Les crédits intérieurs connaîtraient une hausse de 6,2% en 2020, 12,7% en 2021 et 10,6% en 2022, sous les effets d'une amélioration des crédits à l'économie qui augmenteraient de 10,4% en moyenne sur la période.

3.3.5. Critères de convergence

En ce qui concerne la convergence au sein de l'UEMOA, quatre (04) critères seraient respectés sur la période 2020-2022, à savoir le taux d'inflation, le solde budgétaire global dons compris en pourcentage du PIB, le ratio masse salariale en pourcentage des recettes

fiscales et le taux d'endettement. Seul le critère relatif au taux de pression fiscale ne serait pas respecté à la fin de la période sous revue.

3.4. Agrégats budgétaires selon le scénario de base

3.4.1. L'épargne budgétaire

L'épargne budgétaire qui se dégage du scénario de base proposé pour l'élaboration du budget se chiffrerait à 596,3 milliards de FCFA en 2020 ; 672,4 milliards de FCFA en 2021 et 857,5 milliards de FCFA en 2022. Entre 2020 et 2022, l'épargne de l'Etat s'améliorerait de 21,94% en moyenne et permettrait ainsi de prendre en charge une partie des investissements sur ressources propres.

3.4.2. Le déficit budgétaire global

Le déficit budgétaire dont compris ressortirait à 174,4 milliards de FCFA en 2020 ; 180,1 milliards de FCFA en 2021 et 178,4 milliards de FCFA en 2022. Le déficit budgétaire s'améliorerait entre 2020 et 2022, permettant de respecter à partir de 2020, la norme communautaire en la matière.

Rapporté au PIB, le déficit représenterait 2,86% en 2020 ; 2,74% en 2021 et 2,39% en 2022. Le niveau du déficit sur la période respecte les engagements pris avec le FMI dans le cadre du programme économique et financier et la norme communautaire.

Il se dégagerait un déficit résiduel non couvert qui pourrait être pris en charge par les emprunts projets et programmes, ainsi que des emprunts obligataires dont le montant sera déterminé par la stratégie d'endettement public à moyen terme.

3.5. Stratégie et perspectives de l'endettement public 2020-2022

La stratégie d'endettement pour la période 2020-2022 tient compte de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des contraintes liées au respect des exigences en matière de coût et risque du portefeuille global, ainsi que de l'accessibilité aux ressources.

3.5.1. Stratégie d'endettement à moyen terme

Le Gouvernement a entrepris d'importantes réformes de gestion des finances publiques en vue de maintenir le taux d'endettement à un niveau soutenable. Il s'agit, entre autres, de la modernisation du cadre institutionnel de gestion de la dette publique et de la priorisation du financement et de la mise en oeuvre des projets porteurs de croissance et de

développement, afin de maintenir le taux d'endettement en dessous de 70% convenu dans le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA.

La dette extérieure représente 33,4% du PIB et 66,5% de la dette publique en 2018. La dette extérieure contractée auprès des créanciers publics (bilatéraux et multilatéraux), évaluée à 1.716,3 milliards, est composée de 81,2% de dette multilatérale pour un montant de 1.395,55 milliards, et de 18,8% de dette bilatérale, soit 322,78 milliards.

Évaluée à 785,5 milliards, la dette intérieure représente 15,3% du PIB et 30,5% de la dette publique en 2018. Le portefeuille de la dette intérieure est constitué des obligations et bons du Trésor, des concours de la Banque Centrale (concours monétaires consolidés et sur allocations de DTS), des produits de titrisation, des arriérés CAADIE et des avances auprès des banques locales.

La dette garantie représente 1,5% du PIB. Elle est évaluée à 77,33 milliards à fin décembre 2018

Figure 3 : Composition du portefeuille de la dette

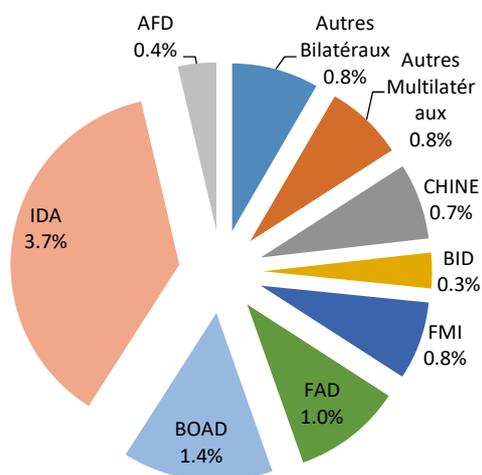
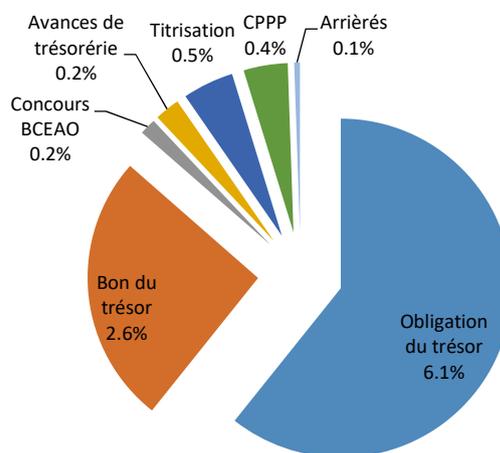


Figure 4 : Composition du portefeuille de la dette



Source : SP/CISPEE/NAB (rapport AVD 2019)

3.5.2. Perspectives de l'endettement public à moyen terme

Sur la base du document d'analyse de viabilité de la dette menée à partir du stock de la dette publique à fin 2018, il a été apprécié l'évolution de la trajectoire de l'endettement en liaison avec le contexte macroéconomique projeté.

Le tableau ci-après décrit les différents ratios générés à partir de l'analyse.

Tableau 5 : L'évolution des indicateurs de viabilité de la dette extérieure 2018-2022

INDICATEURS DE VIABILITE	Seuils	2018	2019	2020	2021	2022
VA dette Publique/PIB	55	39,9	39,7	43,9	43,8	47,2
VA dette extérieure/PIB	40	27,2	25,2	25,6	23,4	22
VA dette extérieure/Exportations	180	155,6	158,7	171,3	151,6	139,1
service dette Ext/Exports	15	11,3	13,0	13,6	14	13
service dette Ext /Recettes	18	13,8	12,4	12,8	12,6	11,8
Encours de la dette/PIB	70	45,5[MAR1]	57,3%	63,1%	63,3%	60,7%

Source : SP/CISPEE/NAB (rapport AVD 2019)

Les ratios de solvabilité et de liquidité ressortent tous en dessous des seuils critiques communautaires ou admis dans les normes internationales de gestion de la dette. A cet égard, la politique d'endettement prudente devrait se poursuivre. Par ailleurs, l'accélération de la mise en œuvre des projets de développement et le respect des délais de construction des infrastructures devraient permettre d'améliorer la soutenabilité.

3.6. Détermination des enveloppes sectorielles

La détermination des enveloppes sectorielles tient compte des priorités du Gouvernement et de certains engagements avec les partenaires techniques et financiers pour la période de projection. Ces priorités ont été arrêtées sur la base de la matrice des réformes stratégiques et des investissements structurants du PDES.

Les enveloppes sectorielles ont également été déterminées en tenant compte des échanges qui ont eu lieu entre certains ministères et institutions et le ministère en charge des finances sur leur programmation pour la période triennale relativement aux activités récurrentes et aux besoins nouveaux.

3.6.1. Projection des ressources du budget général de l'Etat

Les ressources budgétaires sont projetées à 1.872,88 milliards de FCFA en 2020 contre 1.815,42 milliards de FCFA dans le budget 2019, soit une augmentation de 3,16%. Elles connaîtront une croissance moyenne de 8,05% sur la période 2020-2022 et s'établiraient à 2.284,94 milliards en 2022. Les projections des ressources sont faites hors exonération fiscales et sont détaillées dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Évolution des prévisions des ressources du budget général de l'État sur la période 2019-2022 (en milliards de F CFA, hors exonérations)

	2019	2020	2021	2022
Ressources externes				
Dons projets	333,74	347,75	361,32	375,44
Aides budgétaires	119,46	123,10	127,90	132,90
Emprunts programmes	79,00	43,21	44,90	46,70
Tirages sur emprunts projets	210,50	218,72	227,24	236,10
Total ressources externes	742,70	732,78	761,35	791,14
Emprunts obligataires	179,45	120,00	120,00	120,00
Ressources internes				
Recettes fiscales	842,24	969,30	1 074,50	1 305,00
Recettes non fiscales	28,14	28,46	33,29	47,70
Recettes exceptionnelles	22,99	22,34	21,71	21,10
Total ressources internes	893,37	1 020,10	1 129,50	1 373,80
TOTAL RESSOURCES	1 815,52	1 872,88	2 010,85	2 284,94
Exonérations	235,24	262,99	250,26	253,35
TOTAL RESSOURCES (avec exo)	2 050,76	2 135,88	2 261,11	2 538,29

Les ressources du budget général de l'État sont constituées des ressources internes et des ressources extérieures.

Projection des ressources internes

Les ressources intérieures sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales et des recettes exceptionnelles. Hors exonérations, elles sont projetées à 1.020,10 milliards en 2020, 1.129,50 milliards en 2021 et 1373,80 milliards en 2022. En prenant en compte les exonérations, les estimations des ressources internes s'établiraient à 1.283,09 milliards en 2020, 1379,76 milliards en 2021 et 1627,15 milliards en 2022.

Le détail des recettes internes hors exonérations par rubrique est présenté ainsi qu'il suit :

Les recettes fiscales sont projetées à 969,30 milliards de FCFA en 2020 contre 842,24 milliards de FCFA en 2019, représentant un accroissement de 15,09% ou 127,06 milliards. Sur la période 2020-2022, elles progresseraient de 15,80% en moyenne.

L'accroissement des recettes fiscales est la résultante des performances de certaines catégories d'impôts et taxes, notamment les taxes sur le commerce extérieur qui croitraient de 23,93% en 2020, 12,16% en 2021 et 18,40% en 2022.

Les impôts sur biens et services connaîtraient une hausse de 9,34% en 2020, 10,09% en 2021 et 23,52% en 2022. Cette évolution traduirait la performance de la TVA intérieure (12,9%) et de la redevance *ad valorem* en progression de 67,0% du fait principalement du démarrage de l'exportation du brut en 2022.

Les impôts sur le revenu enregistreraient une croissance moyenne de 14,95% sur la période de projection. Cette performance proviendrait de la bonne tenue des Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital (+19,70%) et de l'impôt sur les salaires versés et autres rémunérations (+24,84%), imprimée par le dynamisme de l'activité économique.

En outre, les autres recettes fiscales augmenteraient de 30,22% en moyenne par an sur la période de projection du fait principalement des droits d'enregistrement.

Les recettes non fiscales (y compris exceptionnelle) progresseraient au rythme annuel moyen de 10,9% sur la période 2020-2022.

Le taux de pression fiscale (recettes fiscales/PIB courant) s'établirait à 15,9%. Il restera en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA minimale de 20% à l'horizon de convergence.

Le tableau ci-dessous présente de façon détaillée les résultats des projections des ressources internes du budget général de l'État hors exonération.

Tableau 7 : Projection des ressources internes sur la période 2019-2022(en milliards de F CFA, hors exonérations)

Ressources internes	2019	2020	2021	2022
Recettes fiscales	842,24	969,30	1 074,50	1 305,00
revenu	224,25	247,90	271,00	338,70
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	143,85	174,90	194,20	245,60
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	53,18	69,30	72,80	88,90
Impôts sur le patrimoine	27,22	3,70	4,00	4,20
Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	336,20	367,60	404,70	499,90
Droits de timbre et d'enregistrement (autres recettes fiscales)	27,44	30,73	33,63	36,50
Droits et taxes à l'importation	176,14	220,00	249,80	294,40
Droits et taxes à l'exportation	54,81	66,20	71,20	85,66
Autres recettes fiscales	23,42	37,07	44,27	50,00
Recettes non fiscales	28,14	28,46	33,29	47,70
Revenus de l'entreprise et du domaine	12,91	15,30	15,20	15,40
Droits et frais administratifs	6,31	6,42	6,41	6,47
Amendes et condamnations pécuniaires	6,48	4,13	4,65	4,81
Produits financiers	2,00	1,50	1,50	1,51
Autres recettes non fiscales	0,44	0,35	0,36	0,36
Recettes exceptionnelles	22,99	22,34	21,71	21,10

Ressources PPTÉ	7,91	5,00	3,50	0,00
Ressources PPTÉ Titre 5	2,91	2,91	2,41	0,00
Ressources PPTÉ hors Titre 5	5,00	2,09	1,09	0,00
Autres (recettes exceptionnelles DGI et DGTCP)	15,08	12,97	12,97	13,01
Total ressources internes	893,37	1 020,10	1 129,50	1 373,80

Projection des ressources extérieures

Les ressources extérieures sont constituées des appuis budgétaires et des aides projets.

Les appuis budgétaires, composés des aides budgétaires et des emprunts- programme, sont projetés sur la base des informations disponibles sur les intentions des partenaires en matière d'appuis budgétaires. Ainsi, les prévisions retenues sont de 166,3 milliards de FCFA en 2020.

Les aides projets sont constituées des dons projets et des emprunts-projet. Les dons projets sont projetés à 347,8 milliards de FCFA en 2020 ; 361,3 milliards de FCFA en 2021 ; 375,4 milliards de FCFA en 2022. Les emprunts projets sont évalués à 218,7 milliards de FCFA en 2020, 227,2 milliards en 2021 et 236,1 milliards en 2022.

Le tableau ci-dessous présente les projections des ressources extérieures sur la période.

Tableau 8 : Les projections des ressources extérieures 2019-2022 (en milliards de F CFA)

Années	2019	2020	2021	2022
Appuis budgétaires	198,46	166,31	172,80	179,60
Aides budgétaires	119,46	123,10	127,90	132,90
Emprunts programmes	79,00	43,21	44,90	46,70
Aides projets	544,24	566,47	588,55	611,54
Dons projets	333,74	347,75	361,32	375,44
Tirages sur emprunts projets	210,50	218,72	227,24	236,10
TOTAL	742,70	732,78	761,35	791,14

3.6.2. Projection des dépenses

En ce qui concerne les dépenses, le tableau qui suit présente les prévisions des budgets plafonds 2020-2022 en francs CFA.

Tableau 9 : Prévisions des budgets 2020, 2021 et 2022 en F CFA (y compris les exonérations)

TITRE	2019	2020	2021	2022
1	290 755 252 456	295 246 448 345	337 698 261 073	388 988 816 638
2	284 739 978 000	296 953 987 096	302 813 066 838	308 789 328 175
3	124 413 925 043	140 983 553 373	145 188 725 449	149 908 338 260
4	243 611 086 297	263 014 037 188	262 869 440 410	290 453 426 143
5	1 107 236 449 702	1 175 059 758 354	1 283 253 659 676	1 502 034 563 925
<i>Ressources Propres</i>	327 656 513 654	345 594 382 082	444 441 251 388	637 145 404 928
<i>Financement Extérieur</i>	544 236 771 576	566 473 309 500	588 554 849 200	611 538 488 319
<i>Exonérations</i>	235 343 164 472	262 992 066 772	250 257 559 088	253 350 670 678
TOTAL	2 050 756 691 498	2 171 257 784 356	2 331 823 153 446	2 640 174 473 141

Ainsi, les dépenses du budget général s'établiront à 2.171,26 milliards de FCFA en 2020 contre 2.050,76 milliards de FCFA en 2019, soit un accroissement de 5,9%.

Par nature de dépenses la situation est la suivante :

Service de la dette : le service de la dette progressera de 1,5% en 2020 par rapport au budget 2019 ;

Traitements et salaires : le Gouvernement poursuivra la politique de rationalisation des dépenses relatives aux traitements et salaires. Le ratio masse salariale en pourcentage des recettes fiscales se situerait à 30,63% en moyenne par an sous les effets conjugués de l'augmentation des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses. Toutefois, la masse salariale croîtrait de 2,7% en moyenne par an. Cette progression résulterait notamment des avancements et des reclassements, des nouveaux recrutements dans les secteurs prioritaires, ainsi que de la prise en compte des retours des situations administratives particulières (disponibilité, détachements etc...);

Achats de biens et services : elles évolueraient au rythme annuel moyen de 6,5%. Cette progression serait due essentiellement à la tenue des élections générales de 2021.

Subventions et transferts : elles enregistreraient une hausse de 6,1% en moyenne par an et tiendraient compte en particulier du niveau des pécules des enseignants contractuels et agents de santé, ainsi que des bourses ;

Les investissements : sont prévues pour 1.175,06 milliards en 2020 et passeraient à 1.283,25 et 1.502,03 milliards de FCFA respectivement en 2021 et 2022, soit un accroissement annuel moyen de 10,8%. Les dépenses en capital financées sur ressources

internes attendraient 345,60 milliards en 2020. Elles s'établiraient par la suite à 444,44 milliards de FCFA en 2021 et devraient progresser pour se situer à 637,15 milliards de FCFA en 2022, soit une progression moyenne par an de 25,8% en lien avec les investissements prévus dans le PDES 2017-2021. Quant aux dépenses en capital financées sur ressources extérieures, elles passeraient de 566,47 milliards en 2020 à 588,55 milliards en 2021 pour s'établir à 611,54 milliards en 2022, soit une croissance annuelle moyenne de 4,0%.

3.7. Objectifs en matière de finances publiques

En matière de finances publiques, les objectifs du Gouvernement restent les mêmes pour la période et se résument comme suit :

- consolider les finances publiques pour réduire les déficits budgétaires ;
- améliorer la mobilisation des ressources internes et les dons ;
- accroître l'efficacité et la qualité de la dépense publique.

Pour atteindre ces objectifs, l'accent sera mis sur les réformes suivantes :

En matière de recettes :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la recherche des niches fiscales ;
- l'adoption des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale;
- l'amélioration de manière durable du fonctionnement et du rendement de la TVA ;
- l'identification et la réduction progressive des exonérations ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la création d'un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal ;
- une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- la prise des mesures pour une mobilisation effective des financements annoncés du PDES.

En matière de dépenses:

- le renforcement des capacités d'évaluation a priori des faisabilités techniques, économiques et financières des projets d'investissement ;
- l'amélioration progressive des procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement ;

- l'amélioration de la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques ;
- le renforcement de la gestion de la dette intérieure ;
- l'accélération de la production et de l'audit des comptes annuels de l'État ;
- le renforcement et le suivi des délais de paiement afin d'éviter la constitution d'arriérés;
- le renforcement du contrôle interne et externe des dépenses publiques.

3.8. Opérations financières des démembrements de l'état

3.8.1. Au niveau des Collectivités territoriales

Sur la base des données disponibles, les recettes des collectivités ressortent en moyenne à 8,1 milliards entre 2014 et 2017. Quant aux dépenses elles ont connu une regression moyenne de 11% sur la période en passant de 16,6 milliards en 2014 à 10,5 milliards en 2017. Elles se composent en moyenne des dépenses de fonctionnement (23%) et des dépenses d'investissement (77%). Le détail de la situation est présenté dans le tableau qui suit :

Tableau 10 : Situation financière des collectivités de 2014 à 2017

Recettes								
Années	2014		2015		2016		2017	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
Total des recettes	28,9	9,6	37,1	10,1	35,1	7,8	20,9	5,0
Dépenses								
Années	2014		2015		2016		2017	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
TITRE I : Fonctionnement des Communes	9,6	3,6	10,4	4,2	9,8	3,5	7,2	2,2
TITRE II : Investissements	19,3	13,0	17,7	15,9	65,9	8,8	26,5	8,2
Total des dépenses	28,9	16,6	28,1	20,1	75,6	12,3	33,7	10,5

Source : MI/SP/D/ACR

3.8.2. Au niveau des Etablissements Publics de l'Etat

Sur la base des données disponibles, la situation financière des établissements publics, sur la période 2016-2018, se présente comme suit :

Les ressources totales des Établissements Publics de l'État ont enregistré une forte baisse en 2016 (46,78 milliards de FCFA) par rapport au pic constaté en 2015 (167,94 milliards de FCFA). Une nette amélioration est à nouveau observée en 2017 (113,43 milliards de FCFA)

suivie d'une légère baisse l'année d'après (107,11 milliards de FCFA). Ces ressources sont essentiellement composées des **ressources propres** (70% en moyenne sur la période). Les **subventions reçues de l'État** constituent la deuxième source de financement des établissements publics. Cette catégorie représente en moyenne 30% des ressources totales. Les **prêts garantis par l'État** représentent une proportion très faible des ressources totales.

S'agissant des dépenses totales elles ont progressé sur la période 2015-2018, passant de 14,97 milliards de FCFA en 2015 à 92,97 milliards FCFA en 2018. Les **dépenses de fonctionnement** représentent plus de trois quarts des dépenses totales. D'un montant de 8,64 milliards de FCFA en 2015, les dépenses de fonctionnement ont substantiellement augmenté ces trois dernières années pour atteindre 75,09 milliards de FCFA en 2018. La part des **dépenses d'investissement** dans les dépenses totales des EPA connaît une dépréciation depuis 2015 (42,3%) pour ne représenter que 19% en 2018.

Tableau 11 : Évolution de la situation financière des EPA sur la période 2015-2018 (en milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018*
VOLET RESSOURCES				
RESSOURCES PROPRES	140,60	28,27	82,10	71,23
SUBVENTIONS RECUES DE L'ETAT	27,29	18,43	30,16	35,88
PRETS GARANTIS DE L'ETAT	0,05	0,08	1,16	-
TOTAL RESSOURCES	167,94	46,78	113,43	107,11
VOLET DEPENSES				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8,64	34,47	65,86	75,09
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	6,33	5,44	10,71	17,88
TOTAL DEPENSES	14,97	39,91	76,56	92,97

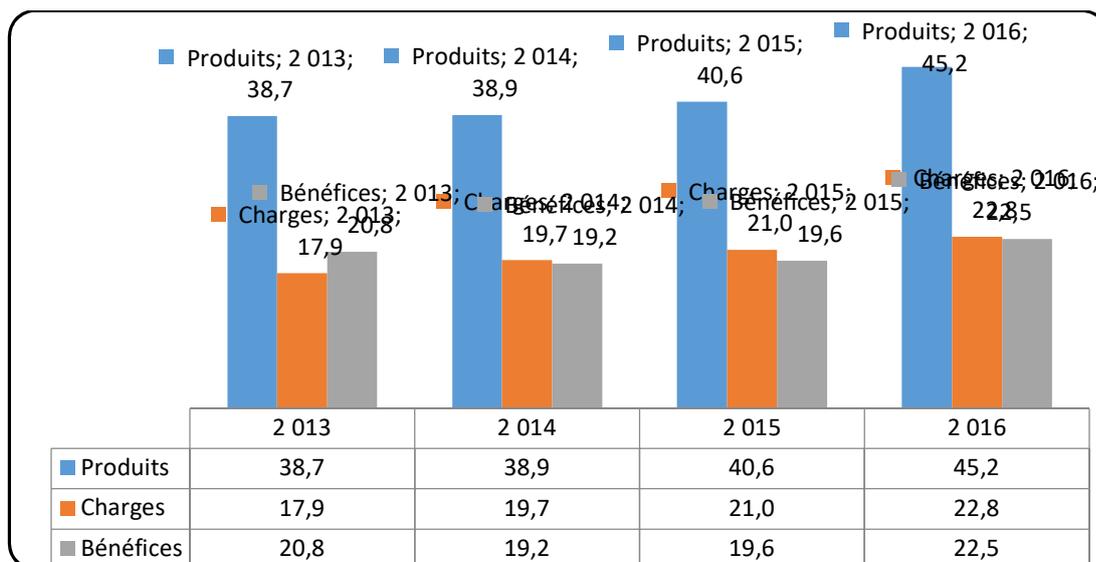
Source : DEP/PE/DGOF/R

*Perspective

3.8.3. Concernant les Organismes de protection sociale

Il ressort des données disponibles que les produits et les charges de la CNSS connaîtraient sur la période 2013-2016, une tendance haussière en lien avec l'évolution des employeurs affiliés à l'organisme. Les produits sont ressortis à 45,2 milliards de FCFA en 2016 contre 38,7 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 16,8%.

Figure 5 : Produits et charges de la CNSS de 2013 à 2016



4. RISQUES SUR LES FINANCES PUBLIQUES

Les perspectives économique et financière du Niger sont favorables. Cependant, ces perspectives restent sujettes à des risques qui auraient pour effet de limiter la mobilisation des ressources ou d'entraver la bonne exécution des dépenses. Les principaux risques portent sur, entre autres :

-La baisse des cours des matières premières

Une fluctuation des prix internationaux (uranium, or, pétrole) à la baisse constituerait un risque majeur à la réalisation des prévisions des ressources.

-Situation sécuritaire sous régionale,

Une dégradation de la situation sécuritaire pourrait avoir une forte incidence sur la croissance et la balance des paiements en raison de la perturbation de

l'activité économique et la réduction des investissements directs étrangers (IDE). Le faible recouvrement des impôts et l'augmentation des dépenses liées à la sécurité auront un impact négatif sur la situation financière. Cette situation augmentera immédiatement le ratio de la dette au PIB, diminuera le dénominateur, enregistrera des recettes inférieures aux prévisions, tout en augmentant les dépenses publiques ; et, par conséquent, augmentera les besoins d'endettement de l'État.

-Conditions climatiques défavorables/Catastrophes naturelles

Les conditions climatiques défavorables réduisent la production agricole, accroissent l'insécurité alimentaire, par conséquent, ralentissent la croissance économique et augmentent les besoins d'endettement de l'État.

-Les retards dans la réalisation des projets du secteur des industries

Les retards dans la mise en œuvre des projets des industries extractives pourraient avoir un impact majeur sur l'activité économique à moyen terme, le compte courant, et la situation financière, ce qui conduit à une augmentation des besoins d'endettement.

-Détérioration des échanges avec le Nigeria

Une chute des échanges commerciaux avec le Nigeria pourrait affecter la croissance économique du Niger et conduire à une baisse des recettes publiques avec une détérioration conséquente du déficit primaire.

-L'accumulation des arriérés dus à un manque de contrôle des dépenses

L'accumulation des arriérés dus à un manque de contrôle des dépenses est susceptible d'affecter la soutenabilité budgétaire qui se traduirait par une augmentation des besoins d'endettement de l'État.

-Réduction de l'appui des donateurs

La réduction de l'appui des partenaires au développement pourrait avoir un impact négatif sur les projets de développement, les programmes de protection sociale, l'exécution des programmes, en augmentant les besoins d'endettement de l'État.

CONCLUSION

L'activité économique du pays continue d'afficher de bons résultats, même si elle reste sujette aux aléas climatiques, à la volatilité des cours des matières premières ainsi qu'aux tensions sécuritaires. Il est enregistré un taux de croissance de 6,5% en 2018. Pour l'année 2019, le taux de croissance ressortirait à 6,3%.

L'inflation a été maîtrisée en dessous de la norme communautaire (3%), avec un taux de 2,7% en 2018 et 2,4% en 2017, grâce aux différentes mesures prises par le Gouvernement.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une amélioration du déficit budgétaire global dans compris en pourcentage du PIB, qui est passé de 9,0% en 2015 à 6,1% en 2016, 5,7% en 2017 et 4,1% en 2018. Hors dons, le solde global a légèrement varié pour se situer à -12,5% du PIB en 2018 contre -12,4% en 2017.

L'encours de la dette publique, rapporté au PIB, est ressorti à 45,5% en 2018 contre 42,0% en 2017.

En 2018, la situation extérieure du Niger a été caractérisée par un solde global déficitaire de 113,5 milliards, soit 2,2% du PIB, résultant du déficit du solde des transactions courantes et de capital, atténué par l'excédent du compte financier.

A fin décembre 2018, la situation monétaire est marquée par une contraction des actifs extérieurs nets et de la masse monétaire et une expansion des créances intérieures.

L'orientation de la politique économique pour la période 2020-2022 reste la promotion d'une croissance économique soutenue, réductrice de pauvreté. A cet effet, les axes essentiels des perspectives pour l'année 2020 sont (i) la poursuite du programme économique et financier et la mise en œuvre des réformes des finances publiques et du secteur financier pour consolider le cadre macroéconomique (ii) l'accélération de la mise en œuvre de l'initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) en vue de réduire la dépendance de la production agricole des aléas climatiques et l'extension des surfaces cultivables par la promotion des investissements et de l'irrigation notamment dans le cadre du MCC (iii) la poursuite des grands chantiers, notamment le barrage de KANDADJI, la construction des Oléoducs, (iv) le renforcement de la gestion budgétaire et l'amélioration des administrations fiscales v) la poursuite du renforcement des capacités institutionnelles de l'administration.

Ainsi, le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022 tient compte des réformes à mettre en œuvre pour améliorer la performance

des recettes intérieures et de la nécessité d'exécuter les dépenses prioritaires. En effet, la viabilité des finances publiques requiert un engagement fort du Gouvernement, notamment en matière des réformes structurelles. Elle commande également des efforts de rationalisation des dépenses.

En somme les allocations, tous secteurs confondus, ressortiront à 2.171,26 milliards en 2020, 2.331,82 milliards en 2021 et 2.640,17 milliards en 2022 (y compris les exonérations).

Ces allocations se feront dans un contexte d'une politique d'endettement prudente, qui permettra le financement des plans d'investissement tout en assurant la viabilité de la dette.